

## CONJONCTURE DU QUATRIEME TRIMESTRE DE 2017

Les indicateurs disponibles au terme du quatrième trimestre de 2017 confirment la reprise de la croissance, quoique à un taux en retrait par rapport à la prévision initiale, ainsi que la relance des créations d'emplois dans le secteur productif permettant la stabilisation du taux de chômage.

Cette relative embellie est, cependant, fragile en raison du faible niveau d'investissement malgré les signaux positifs sur le plan des intentions et des déclarations. Elle est, par ailleurs, notablement altérée par une nouvelle poussée inflationniste et par la persistance des pressions sur les finances publiques et sur le marché des changes. Et elle est rendue difficilement soutenable par l'accentuation des tensions sur la balance des paiements malgré la relance des exportations ainsi que par l'alourdissement de la dette extérieure et de la dette publique de l'Etat ; ce qui dicte l'accélération du processus de réformes et de restructurations.

### I. Production et investissement

#### La reprise de la croissance du PIB se précise mais demeure faible

La dernière enquête de l'INS évalue la croissance du PIB à 2.1 pourcent confirmant la tendance haussière par rapport à l'année précédente.

Glissement en %	1 <sup>er</sup> trimestre	2 <sup>e</sup> trimestre	3 <sup>e</sup> trimestre	9 mois
2016	0.7	1.2	1.2	1.0
2017	1.9	1.7	2.1	1.9

Les faits majeurs du troisième trimestre se récapitulent comme suit :

- ▮ Redressement de la valeur ajoutée des industries manufacturières de 2.8 pourcent après la tendance baissière relevée à partir du quatrième trimestre de 2016 et ce grâce à l'agro-alimentaire (+3.4 pourcent) aux industries chimiques (+5.1 pourcent), aux matériaux de construction (+ 3.2 pourcent) et aux industries mécaniques et électriques (+ 2.8 pourcent)
- ▮ Bon comportement des services marchands avec une croissance de 4 pourcent, prolongeant la tendance positive relevée à partir du quatrième trimestre de 2016, sous l'effet principalement de la reprise du tourisme international en Tunisie , ce qui a eu pour effet un accroissement de la valeur ajoutée des services d'hôtellerie et de restauration de 7.6 pourcent et de la valeur ajoutée du secteur des transports, en tant que secteur induit, de 6.4 pourcent.

- ▮ Maintien de la dynamique du secteur de l'agriculture et de la pêche, quoique à un taux (2.0 pourcent) en retrait par rapport à celui des trimestres précédents (3.1 à 3.3 pourcent). La campagne céréalière a été globalement bonne avec une production avoisinant 16 millions de quintaux en hausse de 24 pourcent par rapport à la campagne de l'année précédente. L'effet de cette hausse est en partie résorbé par le comportement des autres spéculations dont celles des périmètres irrigués en relation avec les restrictions dans leur alimentation par les eaux des barrages en raison de la forte baisse de leur taux remplissage.
- ▮ Accentuation de la tendance baissière de la valeur ajoutée du secteur de l'extraction de pétrole et de gaz naturel avec une baisse de 21.6 pourcent durant le troisième trimestre de 2017 par rapport à la période correspondante de 2016 et une baisse de 14 pourcent au cours du deuxième trimestre de 2017.

Concernant le quatrième trimestre, les données disponibles laissent entrevoir la consolidation de la relance de la croissance à la lumière de la bonne arrière saison touristique, du rythme soutenu des importations de matières premières et demi produits (+23 pourcent durant le quatrième trimestre), ainsi que de l'accroissement des crédits bancaires aux professionnels (+61 pourcent pour les dix premiers mois). La croissance globale de l'année ne semble pas, toutefois, pouvoir dépasser 2.1 pourcent, soit un taux en retrait de 0.4 point par rapport à la prévision initiale établie dans le cadre du budget économique mais qui demeure encourageant au regard des résultats des deux années précédentes (aux alentours de 1 pourcent par an).

#### **Faible niveau d'investissement malgré les prémices de relance**

L'objectif de relance de l'investissement ne semble pas se réaliser au vu des indicateurs suivants :

- ▮ Progression des importations de biens d'équipement de 8.8 pourcent en dinars, ce qui correspond à une baisse de 4.6 pourcent en euros et à une hausse de 3 pourcent en dollars.
- ▮ Faible évolution des investissements directs de l'Etat. Les crédits ordonnancés et les crédits extérieurs utilisés au titre des projets d'infrastructure et d'équipements collectifs de l'Etat ne progressent que de 4 pourcent durant les dix premiers mois de l'année ; le total à fin octobre passe de 2515 MDT en 2016 à 2 622 MDT en 2017
- ▮ Le flux des investissements directs étrangers aux termes des onze premiers mois progresse en dinars courants de 8.4 pourcent, ce qui correspond à une baisse de plus de 5 pourcent en euros

De la sorte, le niveau d'investissement attendu pour l'ensemble de l'année continuerait à rester aux alentours de la barre de 20 pourcent du PIB. Pourtant les déclarations d'investissement enregistrées s'inscrivent sur une tendance haussière encourageante.

Celles-ci sont, aux termes des onze premiers mois, en hausse du point de vue investissement de près de 28 pourcent par rapport à la période correspondante de 2016 comme le reflète le tableau suivant :

<b>Intentions en MDT</b>	<b>11 mois 2016</b>	<b>11 mois 2017</b>	<b>Augmentation en %</b>
Industries	2 876	3 291	14.4
Services	1 374	1 733	26.1
Agriculture	891	1.572	76.4
total	5 141	6 596	28.3

Ainsi, les prémices sont globalement porteuses et préfigurent une prochaine relance de l'investissement privé sous réserve du renforcement des efforts de simplification des procédures et de résorption des goulots entravant l'initiative privée.

Ceci dit, les efforts déployés en faveur des zones de développement régional ne donnent pas encore les résultats escomptés. La répartition régionale des intentions d'investissement révèle que la part des gouvernorats de l'ouest dans le total des déclarations accuse une baisse au niveau des industries manufacturières (de 32 à 29 pourcent) et des services (de 19 à 16 pourcent) contrairement à leur part au niveau des déclarations d'investissement dans le secteur de l'agriculture qui enregistre une augmentation notable ; celle-ci passe de 45 pourcent à plus de 48 pourcent.

<b>Gouvernorats ouest en MDT</b>	<b>11 mois 2016</b>	<b>11 mois 2017</b>	<b>augmentation</b>
Industrie	929.7	954.5	+ 2.7%
Services	263.1	279.1	+6.1%
Agriculture	399.0	732.0	+83.4%
Total	1591.8	1965.6	+23.5%

## II. Emploi et inflation

### Création de 46 mille emplois sur douze mois

L'enquête de l'INS relative au troisième trimestre évalue la population occupée durant le troisième trimestre à 3 472 mille en augmentation de 46 mille par rapport à la même période de 2016. Deux tiers des créations se situent au niveau du genre masculin et un tiers au niveau du genre féminin reflétant pratiquement la structure de la population active.

<b>Population occupée (en 1000)</b>	<b>3<sup>e</sup> trimestre 2016</b>	<b>3<sup>e</sup> trimestre 2017</b>	<b>Augmentation</b>
- Hommes	2 529.6	2 560.2	30.6%
- Femmes	896.3	912.0	15.7%
Total en milliers	3 425.9	3 472.2	46.3%

Les créations se situent essentiellement au niveau des services entraînant un renforcement de la part de ce secteur dans la structure de la population occupée.

<b>Population occupée par secteur</b>	<b>3<sup>e</sup> trimestre 2016</b>	<b>3<sup>e</sup> trimestre 2017</b>	<b>Evolution</b>
Services	1 775	1 816	+ 41%
Industries manufacturières	627	635	+ 8%
Agriculture et pêche	517	527	+ 10%
Industries non manufacturières	507	494	-13%
Total en milliers	3 426	3 472	+ 46%

### **Stabilisation du chômage à 15.3 pourcent de la population active**

Le nombre de chômeurs est estimé pour le troisième trimestre à 628.6 mille contre 630 mille douze mois auparavant, ce qui permet de stabiliser depuis mars 2017 le taux de chômage à 15.3 pourcent en retrait de 0.2 point par rapport à 2016.

Ceci dit, les diplômés du supérieur, et plus particulièrement les femmes diplômées, continuent à avoir de sérieuses difficultés à s'insérer dans le marché du travail. Le taux de chômage de cette catégorie s'établit à 30.6 pourcent de la population active correspondante (40.6 pourcent pour les femmes et 18.9 pourcent pour les hommes) contre un taux moyen de 11 pourcent seulement pour les non diplômés.

Aujourd'hui, plus de 43 pourcent du total de chômeurs sont des diplômés du supérieur contre 22 pourcent dix ans auparavant du fait des retards pris dans la restructuration de l'économie qui continue à être dominée par des activités à contenu d'emplois de niveau primaire et secondaire.

### **Accélération de l'inflation des prix à la consommation**

L'inflation en termes de glissement annuel accuse une accélération d'un trimestre à l'autre pour atteindre 6.4 pourcent en décembre 2017 soit une hausse de 0.9 point par rapport à septembre 2017 :

- ▮ Premier trimestre : inflation entre 4.6 et 4.8 pourcent ;
- ▮ Deuxième trimestre : inflation entre 5 et 4.8 pourcent ;
- ▮ Troisième trimestre : inflation entre 5.5 et 5.7 pourcent ;
- ▮ Quatrième trimestre : inflation entre 5.8 et 6.4 pourcent.

La hausse a concerné particulièrement les produits alimentaires et les boissons et dans une moindre mesure l'habillement et les chaussures et les transports comme le reflète le tableau suivant.

En pourcent	pondération	Glissement 12 mois <sup>1</sup>	Inflation moyenne <sup>2</sup>
Alimentation et boissons	28.1	8.3	5.6
Habillement et chaussures	8.4	6.7	7.9
Logement, eau gaz, électricité	17.0	4.2	5.0
Transport	12.1	5.9	5.9
Autres	34.4	6.1	4.3
Total	100.0	6.4	5.3

La hausse enregistrée au niveau des produits alimentaires et des boissons (8.3 pourcent en terme de glissement annuel des prix) sous tend une augmentation de 9.7 pourcent pour les prix des produits libres et 0.8 pourcent seulement pour les prix des produits administrés. Alors que la hausse enregistrée au niveau des prix de l'ensemble des produits de consommation sous- tend une augmentation de 7.1 pourcent des prix des produits libres, soumis à la loi de l'offre et de la demande et 3.9 pourcent pour les prix administrés

A titre d'éclairage, l'inflation dans la zone euro est aux alentours de 1.5 pourcent. C'est dire l'ampleur des distorsions et des déséquilibres qui marquent le fonctionnement de l'économie tunisienne et le caractère impératif des restructurations à entreprendre et des réformes à engager pour améliorer la compétitivité et renforcer l'efficacité des circuits de distribution..

### III. Les échanges extérieurs

#### Accroissement des exportations de biens de 20 pourcent en nominal au cours du 4<sup>e</sup> trimestre

La tendance haussière des exportations relevée au cours du deuxième et trimestre accuse durant le quatrième trimestre de l'année 2017 une légère inflexion pour l'évaluation en dinars, encore plus accentuée pour l'évaluation en euros.

En MDT	2016	2017	Evolution	Euro/dinar	Evolution en €
1 <sup>er</sup> trimestre	7 016	7 532	+ 7.4%	+9.0%	-1.5%
2 <sup>e</sup> trimestre	7 239	8 540	+ 18.0%	+ 10.8%	+6.5%
3 <sup>e</sup> trimestre	6 702	8 537	+ 27.4%	+15.6%	+10.2%
4 <sup>e</sup> trimestre	8189	9 818	+ 19.9%	+20.3%	-0.3%
Année	29 146	34 427	+ 18.1%	+14.1%	+ 3.5%

<sup>1</sup> Correspond au rapport entre l'indice des prix de décembre 2017 par rapport à décembre 2016

<sup>2</sup> Correspond au rapport entre l'indice moyen des prix de l'année 2017 par rapport à l'indice moyen de 2016

Le comportement des exportations de biens demeure, néanmoins, dans l'ensemble, encourageant, avec un accroissement de 18 pourcent en dinars et de 3.5 pourcent en euros contre respectivement + 5.6 pourcent et – 3.2 pourcent en 2016.

Près de la moitié des exportations de biens est désormais assurée par les industries mécaniques et électriques qui consolident, d'un trimestre à l'autre.

<b>En MDT</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>Augmentation</b>
Produits agro-alimentaires	3 062.7	3 726.0	+20.9%
Textile, habillement et cuir	6 502.1	7 564.7	+ 16.3%
Indu. mécaniques et électriques	13 251.0	15 954.2	+20.4%

Les produits « fanions » de l'exportation tunisienne, en l'occurrence, l'huile d'olives, la confection et les câbles électriques se sont, ainsi, globalement bien comportés au cours du quatrième trimestre et pour l'ensemble de l'année.

<b>Accroissement</b>	<b>4<sup>e</sup> trimestre</b>	<b>Année 2017</b>
Huile d'olives	+47,0%	+ 15.7%
Confection	+20.6%	+15.1%
Câbles électriques	+46,0%	+ 32.4%
Total	+35.0%	+ 22.7%

**Progression des importations en nominal de 21.5 pourcent durant le quatrième trimestre**

La tendance haussière des importations de biens accuse, également, une légère inflexion durant le quatrième trimestre 2017 (21.5 pourcent sur une base annuelle) au regard des résultats du troisième trimestre (25 pourcent environ). Le niveau atteint à fin décembre demeure ainsi élevé atteignant 50 milliards de dinars. Cela correspond à une augmentation de plus de 8 milliards de dinars d'une année à l'autre.

Le taux de progression, soit 19.8 pourcent, sous-tend une hausse des prix<sup>3</sup> d'un minimum de 16.4 pourcent imputable dans une large mesure au glissement du dinar, et une augmentation de près de 2.8 pourcent du volume des importations.

La répartition des importations par type d'utilisation est à cet égard très significative dans la mesure où elle révèle, comme le montre le tableau ci-dessous, que l'augmentation des importations est imputable à concurrence de 83.6 pourcent aux achats d'intrants, de biens d'équipement et de produits énergétiques et que 16.4 pourcent seulement concernent les produits alimentaires et les biens de consommation.

<sup>3</sup> Source INS

<b>Augmentation entre 2016 et 2017</b>	<b>En MDT</b>	<b>En pourcentage</b>
Matières 1eres et demi produits <sup>4</sup>	4 133	50.0
Biens d'équipements	1 050	12.6
Produits énergétiques	1 733	21.0
Sous- total	6 916	83.6
Alimentation et consommation	1 356	16.4
Total des importations	8 272	100.0

La marge de maitrise des importations serait finalement limitée, du moins à court terme, étant donné (i) la faible intégration du tissu économique, particulièrement du tissu industriel, (ii) la politique de subvention qui entraîne d'importantes distorsions alimentant la contrebande<sup>5</sup> et (iii) la chute de l'exploration pétrolière ayant pour effet un alourdissement de la facture énergétique.

#### **Importante aggravation de la balance commerciale**

Le déficit commercial s'accroît, passant de 11.5 milliards de dinars au terme des neuf premiers mois à 15.6 milliards à fin décembre 2017, ce qui correspond à une aggravation à hauteur de 1.3 milliard de dinars par mois ou près de 42 millions de dinars par jour.

La détérioration des termes de l'échange qui a été de près de quatre points<sup>6</sup> a aggravé le déficit commercial de près d'un milliard et demi de dinars ce qui correspond à 37 pourcent de l'augmentation du déficit d'une année à l'autre

Par ailleurs, la répartition par type d'utilisation de la balance commerciale révèle un alourdissement de la facture alimentaire de 1.2 milliard de dinars, de la facture énergétique de 1.3 milliard de dinars, et celle des matières premières et demi produits de 1.3 milliard de dinars également contre une quasi-stabilisation de la facture au titre des biens d'équipement et des biens de consommation.

La répartition de la balance commerciale par pays révèle, de son côté, que plus de 60 pourcent du déficit commercial, soit 9.5 milliards de dinars, se localise au niveau de quatre pays en l'occurrence la Chine (4.4 milliards de dinars), l'Italie (2 milliards de dinars), la Turquie (1.8 milliard de dinars) et la Russie (1.1 milliard de dinars).

La balance commerciale de la Tunisie avec l'Union Européenne demeure, par ailleurs, assez équilibré, accusant un faible déficit de 416 MDT, en retrait de près de 270 MDT par rapport à celui de l'année 2016 grâce notamment au bon comportement de la balance avec la France qui enregistre un excédent totalisant 650 MDT en 2017.

<sup>4</sup> Cette rubrique inclut les importations de biens de consommation par le secteur offshore

<sup>5</sup> Augmentation des achats en tonnage : café +21.5 % ; huile végétale +28.7% ; sucre + 63% et blé tendre+30%.

<sup>6</sup> Augmentation des prix durant les onze mois selon l'INS de 16.4 pourcent au niveau des importations et de 12.7 pourcent au niveau des exportations

Année 2017	Déficit commercial (MDT)	Part du déficit (%)	Couverture (%) <sup>7</sup>
Chine	4 406	28.3	1.6
Italie	2 109	13.5	72.9
Turquie	1 847	12.0	18.3
Russie	1 100	7.1	5.2
Sous-Total	9 462	60.9	39.6
UE	416	2.6	93.2
Rappel du total	15 592	100.0	68.8

### Importante aggravation du déficit courant de la balance des paiements

Les données disponibles au niveau de l'ensemble des opérations courantes de la balance des paiements concernent les onze premiers mois de l'année 2017<sup>8</sup>. Elles révèlent un déficit de plus de 9 milliards de dinars correspondant à 9.3 pourcent du PIB contre un taux de 8.1 pourcent durant la même période de l'année précédente. Cela laisse entrevoir un déficit courant pour l'ensemble de l'année autour de 10 pourcent contre 8.8 pourcent en 2016.

En Milliards DT	11 mois 2016	11 mois 2017	2016	2017
solde commercial	-11.6	-14.4	12.6	15.6
solde services et revenus	+4.3	+5.4	+4.7	+5.9
Solde opérations courantes	-7.3	-9.0	-7.9	-9.7
Taux par rapport au PIB	-8.1%	-9.3%	-8.8%	-10.0%

L'augmentation du déficit commercial, de l'ordre de 3 milliards de dinars entre 2016 et 2017 aurait été ainsi compensée à hauteur de 1.2 milliard de dinars par l'amélioration de l'excédent de la balance des services et des transferts courants grâce au redressement des recettes touristiques (+23 pourcent) et des transferts de revenus des travailleurs tunisiens à l'étranger (+15.5 pourcent).

En MDT	2016	2017	Evolution en DT	Evolution en €
Tourisme	2 273	2 793	+22.9%	+7.7%
Revenu du travail	3 017	3 485	+15.5%	+1.2%
Total	5 290	6 278	+18.7%	+4.0%

A titre d'éclairage ; le déficit courant moyen de la zone euro est estimé à 3 pourcent du PIB pour l'année 2017; il serait, selon les dernières évaluations, de 2.7 pourcent du PIB pour le Maroc.

<sup>7</sup> Correspondant au taux de couverture des importations par les exportations

<sup>8</sup> Source BCT

#### IV. L'équilibre monétaire et financier

##### **Importante augmentation des besoins des banques en liquidité**

Le volume global de refinancement de la Banque Centrale de Tunisie a enregistré à fin décembre 2017 une importante augmentation. Elle est de 1.6 milliard de dinars par rapport à fin septembre 2017 et de 4.2 milliards de dinars par rapport à fin décembre 2016

Les paramètres monétaires et financiers, qui ont accusé des augmentations significatives par rapport à l'année 2016, concernent :

- ▮ Les billets et monnaies en circulation qui montent à 11.8 milliards de dinars à fin décembre 2017 en augmentation de 1.6 milliard de dinars par rapport à la même période de 2016 reflétant l'engouement pour la cash en relation avec le développement du marché parallèle ;
- ▮ L'encours des bons de trésor assimilables qui atteignent près de 12.6 milliards de dinars à fin décembre 2017 en augmentation de 1.1 milliard de dinars sur douze mois étant donné les besoins croissants du budget de l'Etat;
- ▮ Le service de la dette extérieure qui s'élève pour l'ensemble de l'année à 6.6 milliards de dinars en augmentation de 2.5 milliards de dinars du fait de l'arrivée à échéance un certain nombre d'engagements extérieurs ;
- ▮ Les avoirs nets en devises de la Banque Centrale de Tunisie qui baissent de quelques 200 millions de dinars en se ramenant de 13.1 milliards environ couvrant 114 jours d'importation à fin décembre 2016 à près de 12.9 milliards de dinars à fin décembre 2017 ;
- ▮ Le taux de change du dinar par rapport à l'euro qui s'est déprécié en moyenne de 14.1 pourcent par rapport à l'année 2016 et 21 pourcent entre fin décembre 2016 et fin décembre 2017.

##### **Accentuation des pressions sur le budget de l'Etat**

Les résultats provisoires à fin octobre 2017 publiés par le ministère des Finances font ressortir un redressement relatif des recettes propres de l'Etat conforme par rapport à la prévision établie dans le cadre de la loi des finances (+ 12 pourcent) mais qui demeure toutefois bien en retrait de la forte poussée des dépenses budgétaires : + 22.1 pourcent contre une prévision initiale de 10.3 pourcent pour l'ensemble de l'année.

La loi des finances complémentaire adoptée récemment a, d'ailleurs, réévalué les dépenses du budget général de l'Etat de quelques 2 milliards de dinars localisés à hauteur de 600 MDT au niveau des salaires, 900 MDT au niveau des subventions du secteur énergétique et 1 265 MDT au niveau du service de la dette publique.

De la sorte, le déficit budgétaire se maintiendrait pratiquement au niveau atteint en 2016, soit 6.1 pourcent du PIB contre une prévision initiale de 5.4 pourcent et le recours aux

emprunts intérieurs dépasserait le niveau initialement prévu de près de 1.8 milliard de dinars pour atteindre 10.3 milliards de dinars au lieu de 8.5 milliards de dinars.

### Alourdissement notable de la dette publique de l'Etat

Le recours accru aux emprunts conjugué au glissement du dinar se répercute sur le niveau de la dette publique de l'Etat et des charges y afférentes. L'encours de la dette monte à fin octobre 2017 à 66.3 milliards de dinars, en augmentation de près de 11.5 milliards de dinars par rapport à la même période de 2016.

Encours dette publique en MDT	9mois 2016	9 mois 2017	Augmentation
-dette extérieure	36 221	46 838	+ 29.3%
-dette intérieure	18 659	19 453	+4.3%
total	54 800	68 291	+24.6%

Le service de la dette publique augmente, de son côté, de 60 pourcent environ passant de 4 milliards de dinars à 6.3 milliards de dinars sous l'effet des paiements échus au titre de la dette extérieure<sup>9</sup>.

Service dette en MDT	9 mois 2016	9 mois 2017	Augmentation
- Dette extérieure	1 776	4 095	+2 319
- Dette intérieure	2 213	2 254	+ 41
Total	3 989	6 349	+ 2 360

Les dernières prévisions établies dans le cadre de la loi des finances complémentaire situent l'encours de la dette publique à fin décembre 2017 à près de 68 milliards de dinars ce qui correspond à un taux d'endettement par rapport au PIB de 69.7 pourcent contre 61.9 pourcent en 2016.

Elles situent, par ailleurs, le service de la dette publique à près de 7.1 milliards de dinars représentant plus de 20 pourcent du budget général de l'Etat contre 5.8 milliards de dinars et 18 pourcent du budget en 2016.

<sup>9</sup> Remboursement en avril 2017 de l'emprunt obligataire contracté en 2012 ( 500 M\$), paiement de l'échéancier de samouraï 6 ( 271 MDT en aout 2017) et de trois tranches du crédit Stand by (541MDT)

## V. Conclusion

La consolidation de la reprise de la croissance dans le cadre d'équilibres financiers soutenables et de coût social tolérable demeure l'enjeu principal et le défi majeur qui se posent au terme de l'année 2017.

Les distorsions sont importantes. Elles sont largement explicitées dans les documents officiels. La présente note les confirme. Elles se situent notamment :

- ▮ au niveau du tissu économique avec la place importante acquise par le marché parallèle et le secteur non organisé comme le reflètent l'expansion des monnaies et billets en circulation et l'hémorragie occasionnée par la contrebande des produits compensés ;
- ▮ Au niveau du marché de l'emploi avec la persistance du niveau élevé du chômage et l'important déséquilibre qui demeure entre hommes et femmes, entre régions côtières et régions intérieures, entre diplômés du supérieur et non diplômés.
- ▮ Au niveau des équilibres financiers aussi bien intérieurs et extérieurs se traduisant par une forte augmentation du refinancement de la BCT, une dépréciation du dinar et un alourdissement de la dette extérieure et de la dette publique.

La démarche requise pour corriger les déséquilibres et réinsérer l'économie dans un cercle vertueux n'est pas à inventer. Elle a été largement présentée dans le cadre du nouveau plan de développement et a commencé à être mise en œuvre.

L'enjeu principal qui demeure se situe donc au niveau du rythme des restructurations et des réformes qu'il importe d'accélérer et d'amplifier, notamment, pour réduire le marché parallèle, améliorer la productivité, relancer l'investissement, promouvoir l'exportation, intensifier les créations d'emploi décents, développer les activités à forte valeur ajoutée et à fort contenu d'emploi pour les diplômés du supérieur, redresser la situation des entreprises et des établissements publics.

Ce sont autant de chantiers, pour la plupart engagés, qu'il faut mener à terme avec la célérité requise pour imprimer à l'économie un nouveau et puissant élan, ouvrant de nouveaux horizons au pays, dans des délais raisonnables, sur des bases soutenables et durables.

**Forum Ibn Khaldoun le 17 janvier 2018**

**Mots clés : forum Ibn Khaldoun ; conjoncture de l'économie tunisienne, reprise de la croissance en 2017**